


CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



SÉCHERESSE, FAMINES ET ÉTAT EN AFRIQUE

Centre d'études africaines (EHESS)

(16-18 décembre 1982)

UNE des questions centrales ayant donné naissance à cette table ronde était de savoir si quelque chose a changé entre les années 60-70 et les années 80 dans la connaissance du couple diabolique sécheresse/famines. N'étant parvenu à la conscience (et donc à la culture) africaniste qu'assez récemment, je confesserai ici mon inaptitude à répondre nettement à cette question. « Est-il donc qualifié pour rendre compte de cette manifestation ? » doivent perfidement se demander quelques lecteurs qui trouvent que *Politique africaine* se déconsidère en envoyant sur le front des discussions scientifiques et des interrogations militantes un joyeux hurluberlu. Ces allégations ne m'empêcheront pas de livrer mon point de vue de Candide.

Devrais-je taire ma satisfaction d'avoir assisté à une réunion où la simplicité des relations, l'improvisation des interventions et le bricolage organisationnel se sont enfin substitués à la suffisance, au dédain tellement en vogue dans des manifestations universitaires qui tiennent lieu d'opérations de relations publiques (c'est au premier congrès de l'Association française de science politique que j'ai entendu un « maître » diviser les travailleurs scientifiques en « théoriciens » — généralistes, synthétiseurs géniaux ! — et « hommes de terrain » — dont l'horizon intellectuel serait aussi limité que l'aire géographique d'observation). Ici, pas de tralala, pas d'hommages, pas de festivités, on a tout de suite « communiqué » et on s'est tout de suite interpellé. Sur le fond du sujet ? je n'en suis pas sûr. Sur « sécheresse et famines », beaucoup de choses ont été dites. Sur « l'État », rien, si ce n'est dans les interventions ponctuelles d'E. M'Bokolo, J.-L. Amselle et J. Copans. C'est bien sûr une frustration de politiste que j'exprime. Mais elle est légitime en raison de l'appétit suscité par le titre de la réunion.

Je retirerai trois enseignements des communications présentées : d'abord, je ne connais rien de plus assommant que l'histoire érudite,

celle où l'accumulation de données (faits et dates) tient lieu d'interrogation et de problématique. C'est un travail peut-être nécessaire mais il est particulièrement indigeste. Certaines interventions ne passaient pas. M'a été également confirmé l'intérêt politiste contenu comme potentiellement dans certaines communications se présentant pourtant sous les apparences d'une modestie technique. Le papier d'E. Grégoire sur « les séquelles de la sécheresse sur le commerce des produits agricoles dans le département de Maradi au Niger », l'intervention de G. Lainé sur « les contradictions entre la politique de développement de l'élevage en zone sahélienne et les stratégies de lutte contre les effets de la sécheresse » et celle de M. Chastenet relative aux « stratégies de survie et politique coloniale pendant la famine de 1903 dans la vallée du Sénégal » invitaient à une réflexion sur les rapports de pouvoir perpétués ou modifiés à l'occasion de ces catastrophes : sans avoir l'air d'y toucher, elles renvoyaient au processus de domination. Enfin, troisième leçon : il se trouve toujours un polpotien de service prêt à faire passer son projet en exigeant l'éradication d'un ordre social jugé ennemi de la priorité transformatrice. Décidément, il n'y a pas que certains politiques pour qui le peuple est un obstacle : même des praticiens des sciences sociales tiraient avantage que certaines sociétés fassent table rase de leurs membres.

C'est dire que si l'on ne met pas trop d'empressement à prendre connaissance, par le détail, de certains travaux, on exhorte les gentils organisateurs à diffuser très rapidement les actes de cette réunion en raison de la richesse potentielle de beaucoup d'autres.

Y.A. Fauré